

# La CSSF accusée

Un groupement d'investisseurs lésés estime que le gendarme de la place financière ne les protège pas

LUXEMBOURG  
CATHERINE KURZAWA

C'est l'histoire d'une trentaine de clients floués après avoir investis dans un fonds luxembourgeois pour un total de 100 millions d'euros. Leur défenseur, David Mapley, dénonce l'absence de documentation légale lui permettant de faire son travail pour tenter de retrouver la trace des millions envolés.

«Les gens veulent savoir où est parti leur argent», résume le directeur du fonds LFP I, racheté en 2017 par Alter Domus. S'il a déjà dans le cadre de ses fonctions eu affaire avec l'équivalent américain de la CSSF par exemple, il affirme que la ligne de conduite de la CSSF est complètement différente. «Ici au Luxembourg, le régulateur nous dit d'arrêter notre travail, c'est complètement fou», souligne-t-il.

Contactée par nos soins, la CSSF n'a pas donné suite à notre demande, tout comme aux journalistes du «Financial Times» qui ont écrit voici quelques jours sur le sujet.

## L'ESMA comme dernier recours

Face à cette situation, David Mapley se tourne désormais vers l'ESMA, le gendarme européen des marchés devant lequel il a porté plainte contre la CSSF. Notre interlocuteur dit maintenir le contact avec le gendarme de la place financière luxembourgeoise.

«Ils sont embarrassés, nous le percevons dans leurs correspondances», affirme-t-il.

Aux yeux de David Mapley, le gendarme est davantage actif dans le marketing



David Mapley a porté plainte contre la CSSF auprès du gendarme européen, l'ESMA

Photo: Editpress/Didier Sylvestre

que dans la régulation. Cette expérience ne le détache néanmoins pas de la place luxembourgeoise puisque l'intéressé préside Shimoda Capital Group, une société

voulons construire de nouvelles activités ici», soutient l'Anglais.

Et de lancer un message à son interlocuteur silencieux: «Nous pouvons aider la CSSF à résoudre les problèmes et renforcer l'industrie. Nous souhaitons renforcer la la réputation du Luxembourg mais s'il vous plaît, cessez de nous cacher des documents c'est fou!.

«Les gens veulent savoir où est parti leur argent»

DAVID MAPLEY, Directeur de LFP I

de gestion de fonds basée aux Îles Caïman ayant un bureau au Grand-Duché. «Nous

Voilà qui est dit. ●

## NEWS



### Une drague durable

LUXEMBOURG L'entreprise de dragage basée à Capellen Jan De Nul a annoncé hier l'arrivée de la première drague à émissions ultra-faibles au long des côtes belges. Sanderus est une drague suceuse à élinges traînantes aux émissions ultra-faibles selon l'entreprise qui complète ainsi sa flotte de navires à émissions ultra-faibles avec cette quatrième acquisition. Dotée d'un catalyseur qui rend les oxydes d'azote inoffensifs et d'un filtre à suie qui retient les particules les plus fines, cette drague permet au groupe de s'engager dans ses objectifs de réduction des gaz à effet de serre. Au Luxembourg, Jan De Nul emploie 580 salariés selon le Stacat. L



### Entreprises connectées

LUXEMBOURG 62% des entreprises luxembourgeoises utilisent les réseaux sociaux, montre une publication d'Eurostat diffusée hier. C'est davantage que la moyenne européenne qui pointe à 50%. En tête du classement figurent Malte (84%), le Danemark (75%) et les Pays-Bas (74%) tandis que La Roumanie (33%), la Bulgarie (34%) et la Pologne (37%) sont les pays où le phénomène est le moins présent. Quoi qu'il en soit, l'usage des réseaux sociaux par les entreprises est en hausse dans les pays de l'UE, avec un taux qui est passé de 34% en 2014 à 50% en 2019. Au Luxembourg, 36% des sociétés étaient actives sur les réseaux sociaux il y a six ans. Cette progression de 26 points de base est, tout comme pour le Danemark, la plus forte de l'UE selon Eurostat. La Bulgarie en revanche a connu la plus faible croissance, de 6 points de pourcentage seulement. CK

# Bévue malvenue

Royaume-Uni: camouflet pour le gendarme financier après une fuite de données confidentielles



Le régulateur financier britannique a déjà vu sa réputation ternie par de récents scandales

Photo: AFP

LONDRES Le régulateur financier britannique, la FCA, a reconnu hier avoir publié par erreur des informations confidentielles de consommateurs ayant sollicité ses services, au risque d'entacher une réputation déjà ternie par de récents scandales. Cette bévue tombe mal pour le gendarme financier dont l'actuel patron, Andrew Bailey, doit prendre les rênes de la Ban-

que d'Angleterre (BoE) le mois prochain. La FCA (Financial Conduct Authority), qui encadre le puissant secteur des services financiers au Royaume-Uni, explique dans un communiqué que plusieurs réclamations déposées par des consommateurs entre janvier 2018 et juillet 2019 ont pu être accessibles sur son site. Elle précise avoir retiré du site les informations qui concernent autour de 1.600 personnes après en avoir pris conscience en novembre 2019.

### Noms, adresses et numéros de téléphones

«La publication de ces informations a été une erreur de la FCA», reconnaît le régulateur. Dans la plupart des cas, l'information qui a fuité ne portait que sur le nom du consommateur, sans détail sur la plainte, mais la FCA précise que parfois d'autres données ont été publiées comme l'adresse et le numéro de téléphone. En revanche, aucune information financière n'a été dévoilée, ni des données liées à l'identité comme le passeport.

L'erreur de la FCA fait désordre d'autant que le régulateur a pu épinglez récemment des entreprises pour ne pas avoir suffisamment protégé les données de consommateurs. Elle avait notamment imposé une amende de 16,4 millions de livre en 2018 à Tesco Bank, la filiale bancaire du géant britannique de la distribution, pour des lacunes dans la protection de ses clients lors d'une attaque informatique fin 2016. Le régulateur financier mène en outre actuellement une enquête sur un soupçon de délit d'initié d'investisseurs qui auraient pu avoir accès avec un peu d'avance à des enregistrements de conférence de presse de la BoE. La réputation de la FCA a par ailleurs pâti ces dernières années de plusieurs scandales financiers ayant eu des répercussions sur les épargnants comme la chute du fonds de l'ex-investisseur vedette Neil Woodford ou la faillite de London Capital & Finance, qui vendait des obligations à haut rendement. AFP



### Accenture se féminise

LUXEMBOURG Le nouveau «Country Director» d'Accenture Luxembourg sera une femme, a-t-on appris hier. Vanessa Müller va succéder dès le 1er mars à Laurent Moscetti à la tête du cabinet de conseil basé actif dans une quarantaine de secteurs. En poste depuis 2007 au sein de l'entreprise, cette mère de deux enfants d'origine franco-allemande a fait ses armes dans la gestion de patrimoine et d'actifs au Luxembourg. Quant à Laurent Moscetti, il a décidé de relever de nouveaux défis professionnels selon un communiqué du groupe. L

www.accenture.com